



Conseil économique et social

Distr. générale
23 avril 2012

Original : français

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 e) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par le Comité français pour l'Afrique du Sud, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Plusieurs propositions peuvent être suggérées en vue de lutter contre la pauvreté dans le cadre d'un objectif de croissance économique équitable et durable, y compris :

- a) Soutenir les initiatives tendant à maintenir et développer dans les zones rurales les exploitations agricoles familiales;
 - b) Encourager les mesures propres à protéger les sols, notamment en organisant la plantation d'arbres pour lutter contre les processus de désertification;
 - c) Gérer les ressources en eau potable en suscitant la mise en œuvre des techniques de préservation de la qualité de l'eau et en assurant un partage équitable de l'eau;
 - d) Favoriser les petites et très petites entreprises, car celles-ci sont créatrices de la majorité des emplois et fournissent au secteur agricole familial les produits et les techniques nécessaires à son développement;
 - e) Désenclaver les régions isolées par l'extension des réseaux ferroviaires et routiers afin d'accroître les échanges commerciaux;
 - f) Susciter un aménagement urbain qui favorise la présence de villes moyennes, conçues comme des pôles de développement aux niveaux local et régional;
 - g) Assurer, au niveau local le plus approprié, la présence de services publics dans les domaines de la santé et de l'éducation;
 - h) Prendre en compte la création artistique et la protection du patrimoine culturel, facteurs essentiels du développement humain.
-